



ÉNERGIE

Dans un document interne, Total estime avoir identifié un site « à haut potentiel ». En théorie, les volumes récupérables pourraient représenter dix ans de consommation de gaz de la France. Total a déposé une nouvelle demande de permis au nord du site actuel.

Total en quête de partenaires pour explorer la France à la recherche de gaz de schiste

Total recherche des partenaires pour explorer le sud-est de la France et, le cas échéant, exploiter les réserves de gaz de schiste qu'il espère trouver. Un projet qui fait de plus en plus polémique...

Le groupe pétrolier vient de publier une « offre d'entrée » sur son permis d'exploration de Montélimar, dont il pourrait céder 50 %. A l'origine, le groupe s'était associé avec l'américain Devon, mais le recentrage du spécialiste des gaz de schiste sur les Etats-Unis a obligé Total à reprendre sa part. Obtenu en mars 2010, le permis de Montélimar couvre une zone de 4.300 kilomètres carrés au nord-est de Montpellier.

La publication de cette offre permet d'avoir une idée de l'intérêt de la zone. Total pense avoir identifié un site « à haut potentiel » et juge cette opportunité dans le gaz de schiste à la fois « importante et très significative », indique un document envoyé aux compagnies susceptibles d'être intéressées. Le groupe estime que la zone pourrait contenir des ressources allant jusqu'à 2.380 milliards de mètres cubes de gaz. Un montant « considérable » pour certains experts pétroliers. Si l'on applique un taux de récupération de 40 % (le haut de la fourchette aux Etats-Unis), on obtient un volume de plus de 950 milliards de mètres cubes, soit 21 fois la consommation annuelle de gaz en

France ! Avec un taux plus classique (20 %), on tombe à dix ans.

Programme en trois phases

Dans son document, Total souligne que la proximité d'importantes infrastructures gazières permettrait un « développement rapide et une génération de revenus facile » en cas de succès. Le groupe rappelle aussi la fiscalité intéressante de la France en la matière, l'une « des plus attractives dans le monde », ce qui rendrait une production locale de gaz « très compétitive ».

Début novembre, le groupe a d'ailleurs déposé une nouvelle demande de permis sur une zone de 1.850 kilomètres carrés au nord du permis de Montélimar.

Interrogée, la direction de Total joue néanmoins la prudence, alors que la polémique monte. « Nos estimations se fondent sur le peu de données dont nous disposons, recueillies il y a une quarantaine d'années, modère le directeur général de la branche exploration-production, Yves-Louis Darricarrère. Elles sont calculées en multipliant la surface du permis par une teneur moyenne en gaz. Il ne s'agit que d'une zone ouverte à l'exploration et il n'est absolument pas envisageable d'en développer l'ensemble. Tout chiffre avancé aujourd'hui est purement théorique et ne peut en aucun cas être une estimation du volume qui pourrait être produit. »

Pour en savoir plus, Total va

mener un programme d'exploration en trois phases. La première devrait durer deux ans. « Elle va consister à reprendre les données qui existent. Ces zones ont été autrefois étudiées, mais pas dans la perspective d'exploiter du gaz non conventionnel. Nous avons donc ressorti les carottes afin de les examiner. Nous allons également envoyer des géologues sur le terrain pour étudier les affleurements en surface », détaille Yves-Louis Darricarrère.

Si cette phase est positive, il faudra chercher de nouvelles données et faire au moins un forage vertical d'exploration pour tester la roche-mère. En cas de succès, viendra ensuite la question de la faisabilité technique et économique d'une exploitation. Combien de forages par kilomètre carré ? Quelle quantité d'eau utiliser ? Un forage horizontal pourrait avoir lieu au cours de cette troisième phase. « Aujourd'hui, on ne sait pas si c'est techniquement et économiquement exploitable. Et puis, et ce n'est pas l'aspect le moins important, il faudra que tout cela reste acceptable socialement », souligne Yves-Louis Darricarrère.

Avec les huiles non conventionnelles, le gaz naturel liquéfié et l'offshore profond, le gaz non conventionnel constitue l'un des quatre segments de croissance identifiés par Total. Mais c'est le seul susceptible de concerner la France.

EMMANUEL GRASLAND

LES PERMIS D'EXPLORATION DES GAZ DE SCHISTE

